

Pologne: un bilan de la conférence climatique COP 19

Description

Tenue simultanément d'un sommet sur le charbon, remaniement ministériel en cours de négociations, départ précipité des ONG... les critiques ont plu à l'encontre de Varsovie, hôte de la 19^e conférence des Nations Unies sur le réchauffement climatique, alors même que le gouvernement avait aussi tenté d'attaquer sur la scène intérieure pour avoir décidé d'accueillir la COP. A-t-il vraiment raté son pari ?

L'organisation, du 11 au 22 novembre à Varsovie, de la 19^e conférence des parties (CdP/COP) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques aura évidemment soulevé bien des controverses. Avant même son ouverture, les politiques les plus conservateurs y voyaient une «provocation» destinée à bloquer les manifestations patriotiques devant ce jour-là célébrer la fête de l'Indépendance[1] quand d'autres se demandaient pourquoi le gouvernement polonais tentait de dépenser 100 millions de zlotys (environ 25 millions d'euros) pour accueillir un «nième» sommet climatique condamné à l'échec.



À l'étranger, ce choix nourrissait aussi un certain scepticisme dans la mesure où la Pologne, pays fortement dépendant du charbon pour son alimentation électrique, passait pour un opposant régulier aux initiatives de l'Union européenne (UE) visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Elle avait ainsi bloqué en 2011 l'adoption d'une feuille de route qui assignait à l'Union un objectif pour 2050 de réduction de 80% de ses émissions de GES et avait dernièrement voté contre le *backloading*, c'est-à-dire le retrait temporaire de crédits carbone en vue de faire remonter leur prix sur la plateforme d'échange de quotas d'émission (ETS).

Les soupçons des écologistes, partagés à demi-mot par le commissaire européen à l'Action pour le climat, Connie Hedegaard, s'étaient trouvés renforcés par la tenue au ministère de l'Économie à Varsovie, responsable en Pologne des questions énergétiques, d'un sommet international sur le charbon et le climat en parallèle de la COP. Le quotidien britannique *Financial Times* avait alors repris le commentaire d'un militant de Greenpeace selon lequel la désignation de la Pologne pour l'organisation de la COP revenait à confier à Vito Corleone, le parrain du célèbre film de Coppola, la présidence d'un comité sur la réforme du droit.

Cerise sur le gâteau, alors que les négociations entraient dans leur phase critique dans le but de clôturer la conférence sur un accord entre les quelque 194 États parties, le chef du gouvernement Donald Tusk annonçait un remaniement ministériel qui reléguait Marcin Korolec du rang de ministre de l'Environnement à celui de secrétaire d'État en charge de la politique climatique. Son successeur Maciej Grabowski, ancien vice-ministre des Finances, déclara dans les jours suivants faire du gaz de schiste la priorité de son ministère afin d'encourager l'exploitation

commerciale d'Ã©s 2014.

Les ONG environnementales, qui dÃ©nonÃ§aient d'Ã©jÃ le manque de sincÃre volontÃ© politique des Ã©tats en vue d'agir contre le rÃ©chauffement climatique, interprÃ©tÃ©rent ce geste comme une nouvelle preuve de dÃ©sinvolture et de grandes associations comme Greenpeace, CCFD-Terre solidaire, le Fonds mondial pour la nature (WWF), Oxfam ou encore ActionAide dÃ©cidÃ©rent de se retirer de la confÃ©rence avant sont terme.

Vers un accord Ã 194 signataires

En dÃ©pit de ces rebondissements, le sommet de Varsovie a crÃ©Ã© la surprise en dÃ©bouchant sur un compromis acceptÃ© par l'ensemble des participants. Certes, aucun accord global et contraignant n'a Ã©tÃ© conclu sur les efforts que chacun devait entreprendre pour rÃ©duire ses Ã©missions de GES. Ce n'Ã©tait pas du reste l'ambition de la COP 19, envisagÃ©e comme une Â«confÃ©rence de transitionÂ». NÃ©anmoins, en enjoignant toutes les parties Ã soumettre Â«bien en avanceÂ» leurs Â«engagementsÂ» pour lutter contre le rÃ©chauffement climatique, les conclusions du sommet de Varsovie marquent un nouveau pas en avant vers l'accord mondial qui devrait Ãªtre adoptÃ© lors de la COP 21 en 2015 Ã Paris.

De plus, des prÃ©cisions ont Ã©tÃ© apportÃ©es sur la montÃ©e en rÃ©gime du Fonds vert pour le climat qui doit Ãªtre abondÃ© Ã hauteur de 100 milliards de dollars par an Ã partir de 2020 pour aider les pays en dÃ©veloppement Ã rÃ©duire leurs Ã©missions ou Ã financer des actions d'adaptation au rÃ©chauffement climatique. En matiÃre d'adaptation, le nouveau mÃ©canisme international de Varsovie facilitera Ã©galement la rÃ©paration des pertes et prÃ©judices liÃ©s au rÃ©chauffement Ã via des Ã©changes d'informations et de technologies. Enfin, le systÃme de lutte contre la dÃ©forestation REDD+ a enregistrÃ© de nouvelles avancÃ©es.

Le commissaire europÃ©en Ã l'Action pour le climat comme la secrÃ©taire exÃ©cutive de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Christiana Figueres, ont saluÃ© l'important travail effectuÃ© par la prÃ©sidence polonaise pour parvenir Ã ce compromis. Le bilan semble donc bel et bien positif sur le fond. Pour autant, la Pologne a-t-elle rempli les objectifs qu'elle s'Ã©tait fixÃ©s en se portant candidate Ã l'organisation de la COP 19? La rÃ©ponse est ici plus mitigÃ©e.

PremiÃrement, les autoritÃ©s polonaises comptaient sur le sommet pour favoriser le dÃ©bat dans l'opinion publique autour du rÃ©chauffement climatique. En effet, si la population polonaise n'est pas Â«climato-sceptiqueÂ» au sens oÃ¹ elle ne nie pas de maniÃre gÃ©nÃ©rale l'existence du phÃ©nomÃne, elle n'y accorde pas une attention trÃs soutenue et a du mal Ã s'accommoder des Ã©ventuels coÃ»ts Ã©conomiques supplÃ©mentaires rÃ©sultant de la politique climatique. La rÃ©ticence est d'autant plus forte que les objectifs de rÃ©duction des Ã©missions de GES sont perÃ§us comme des diktats imposÃ©s par Bruxelles et que l'aile souverainiste de l'opposition attise ce sentiment. La COP n'a pas provoquÃ© de ce point de vue de grand changement car elle a Ã©tÃ© largement Ã©clipsÃ©e dans les media polonais par les suites des incidents liÃ©s aux manifestations nationalistes du 11 novembre.

Combiner croissance et climat

Autre point, la Pologne a cherchÃ© Ã se prÃ©senter comme un acteur responsable dans la lutte

contre le réchauffement climatique. Bien qu'elle se soit, on l'a vu, démarquée à plusieurs reprises de positions de l'UE jugées trop contraignantes, elle n'a cessé de marteler qu'en l'espace de vingt-cinq ans, son PIB a triplé et que ses émissions de GES ont diminué dans le même temps de 30%. C'est ce modèle combinant croissance économique et protection de l'environnement qu'elle s'est efforcée de mettre en avant, exemple américain à l'appui. .

Les milieux politiques, économiques et universitaires polonais aiment il est vrai à souligner que le paradigme européen de l'énergie chère, qui a pour but de stimuler l'innovation en vue d'améliorer l'efficacité énergétique et de réduire la consommation, constitue un double échec économique et environnemental. Avec une électricité deux fois plus chère qu'aux États-Unis et un gaz trois fois plus coûteux, non seulement l'Europe perdrait en compétitivité industrielle mais, par-dessus le marché, son impact sur la planète se serait dégradé du fait de la délocalisation d'usines vers des pays aux normes environnementales laxistes.

À l'inverse, la révolution des schistes aux États-Unis a permis à la fois une amorce de réindustrialisation du pays et une rapide diminution des émissions de GES par la fermeture de centrales à charbon au profit du gaz naturel. Cet exemple est d'autant plus convaincant pour la Pologne que son sous-sol renfermerait également d'immenses réserves de gaz de schiste. Même si les premiers forages se sont montrés jusqu'à maintenant décevants, le message adressé au législateur européen qui s'est emparé de la question est clair: nous ne pourrions pas participer à une politique climatique ambitieuse sans exploiter nos réserves d'hydrocarbures non conventionnels.

Ce lien entre énergie et climat se double enfin d'une forte dimension géopolitique et sécuritaire. Plus que l'Allemagne ou la France, la Pologne a été très sensible aux crises du gaz entre la Russie et l'Ukraine, qui ont provoqué depuis 2006 de régulières ruptures d'approvisionnement des consommateurs ukrainiens en gaz russe. Or, si la Pologne était contrainte de fermer de façon soudaine ses centrales à charbon pour satisfaire les objectifs européens de réduction des émissions de GES, elle n'aurait d'autre choix, au moins à court terme, que de brûler davantage de gaz naturel pour produire de l'électricité et accroît donc sa vulnérabilité à l'«arme énergétique» russe. Les schistes assureraient dans cette perspective une transition en douceur vers des sources d'énergie décarbonées comme le nucléaire et les renouvelables.

Un défaut de communication?

En réponse aux critiques qui l'accusent d'être l'empoisonneur de l'Europe, la Pologne rappelle quelques statistiques qui tendent à nuancer le tableau entre pays «verts» d'un côté et pays «noirs» de l'autre. Ainsi, l'Allemagne et le Royaume-Uni, parmi les plus volontaristes en matière de lutte contre le réchauffement climatique, ont vu leurs émissions de GES grimper en 2012 quand celles de la Pologne diminuaient. Par ailleurs, la place du charbon dans le bouquet énergétique allemand augmente et devrait continuer de le faire dans les années à venir en raison de la construction de nouvelles centrales.

Ces messages n'ont cependant été que très peu audibles dans les grands media internationaux, résultat peut-être de difficultés de communication. Pour autant, le pragmatisme de la position polonaise a très probablement contribué au succès de la conférence internationale sur le climat dans la mesure où elle a été perçue aux yeux de nombreux pays émergents plus crédible et réaliste que la démarche «exemplaire» et parfois moralisante d'autres États européens au point de départ très différent.

C'est au nom de ce même pragmatisme que Marcin Korolec a décidé davantage d'associer à la COP le monde des affaires et les collectivités locales, en particulier les villes qui jouent un rôle central dans la lutte contre le réchauffement climatique. De ce point de vue, le sommet mondial sur le charbon ne fait que reconnaître une réalité documentée par l'Agence internationale de l'énergie: le charbon demeure au niveau mondial le combustible le plus utilisé pour la production d'électricité et sa consommation continuera de croître pendant encore de nombreuses années. On ne peut donc pas l'éliminer d'un trait de plume, sauf à se couper des grands pays émergents... et de la Pologne.

Notes :

[1] Voir notre article précédent «Pologne: Construire un «patriotisme familial»», *Regard sur l'Est*, 1er novembre 2013.

[2] Agence internationale de l'énergie, *Medium-Term Coal Market Report 2013. Market Trends and Projections to 2018*, 2013.

Vignette : Le Stade national de Varsovie, terrain d'après négociations (Photo COP 19).

* Ancien étudiant de l'IEP de Strasbourg et du Collège d'Europe (Natolin).

L'auteur s'exprime à titre strictement personnel et ses propos ne sauraient engager en aucune façon les institutions auxquelles il est affilié.

date créée

15/01/2014

Champs de Métier

Auteur-article : Romain SU*